

En dépit d'une légère baisse du phénomène

Le casse-tête des vols de voitures

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année - N° 4008 - Dimanche 30 octobre 2016 - Prix : 10 DA

D'importantes quantités de
drogue saisies quotidiennement

Les bilans se suivent et se ressemblent

Page 24

Finances sur les trois prochaines années

Babaammi prévoit une stabilisation des dépenses publiques

Page 2

Raqqa au cœur du scénario de partition de la Syrie

Par Mohamed Habili

Mossoul n'est pas encore reprise que déjà les regards se tournent vers Raqqa, car si la libération de la première ne pose pas de gros problèmes entre les parties prenantes, et n'est d'ailleurs de ce fait qu'une question de temps, (si l'on excepte la volonté incongrue de la Turquie d'y prendre part contre l'avis du premier concerné, l'Irak), il en est tout autrement s'agissant de la deuxième bataille, où tout reste à faire au contraire en termes de préparatifs, au double plan militaire et politique. La dernière fois que les Américains en ont parlé, c'est d'une part pour annoncer qu'elle pourrait somme toute commencer avant que la bataille de Mossoul ne soit terminée, et de l'autre que les Russes en tout état de cause n'y prendront pas part. Sous-entendu: à plus forte raison l'armée syrienne. C'est un peu comme si la Turquie avait décidé qu'il lui appartenait seule de décider qui prendrait part à la libération de Mossoul et qui n'y serait pas admis, mais que de toute façon il était exclu que l'Irak y soit associé. La libération de Raqqa, si elle devait se faire selon les desiderata américains, auxquels bien sûr souscrit la Turquie, mais à la condition expresse que les Kurdes ne soient pas autorisés à y prendre part, équivaldrait du point de vue syrien, et donc russe, non pas à une libération mais à une nouvelle occupation, cette deuxième par les forces qui l'auront arrachée à Daech.

Suite en page 3

A six mois des élections législatives et locales

Les grandes manœuvres commencent



A six mois des élections législatives, plusieurs partis politiques entrent dans une phase de préparation et connaissent même des manœuvres internes pour un positionnement des personnes, comme c'est le cas du Front de libération nationale et du Mouvement de la société pour la paix.

Page 3

Le SG du RND Ahmed Ouyahia à Tizi-Ouzou

«La diversification de l'économie nationale commence à donner ses fruits»

Page 3

21^e Sila

Lahbib Sayeh et Jean-Christophe Rufin abordent leur vision de l'art romanescque

Page 13

Finances sur les trois prochaines années

Babaammi prévoit une stabilisation des dépenses publiques

■ D'ici à trois ans, les dépenses publiques se stabiliseront sans pour autant procéder à des coupes budgétaires, rassure le ministre des Finances, Hadji Babaammi, précisant que la politique sociale du gouvernement sera maintenue tant que le gouvernement n'a pas mis en place un système de subventions efficace.

Par Louiza Ait Ramdane

«**N**ous n'allons pas réduire les dépenses budgétaires mais nous allons les stabiliser sur les trois prochaines années», affirme Hadji Babaammi dans un entretien accordé à l'APS. Dans d'autres pays, explique-t-il, les coupes budgétaires se traduisent par des licenciements, une hausse du taux de chômage et l'arrêt des projets publics, alors qu'en Algérie, le gouvernement a continué à financer les projets en cours de réalisation et a maintenu les acquis sociaux et le subventionnement des produits de large consommation. Selon le premier argentier du pays, ce n'est pas par austérité que le gouvernement s'est abstenu de lancer de nouveaux projets mais plutôt par souci d'achever ceux qui sont déjà en chantier. Le ministre des Finances précise, à ce propos, que la préservation des acquis sociaux qui coûtent à l'Etat près de 30% du PIB devrait se traduire, en 2017, par une stabilité des prix des produits de base et un maintien des dépenses de l'éducation, de la santé ainsi que celles des dispositifs de l'emploi de jeunes. A ce propos, il soutient que la hausse de la TVA prévue par le projet de loi de finances 2017 ne concerne en aucun cas les produits de base qui sont, d'ailleurs, exonérés de cette taxe. «La politique sociale du gouvernement sera maintenue tant que le gouvernement n'a pas mis en place un système de subventions efficace», avance le ministre qui fait savoir qu'un dispositif de ciblage de

subventions est actuellement à l'étude. Dans ce sens, il reconnaît que les subventions généralisées qui pèsent lourdement sur le budget de l'Etat ne sont pas équitables car ne profitant pas toujours aux plus défavorisés.

Augmenter les recettes budgétaires pour suppléer le FRR

Concernant le Fonds de régulation des recettes (FRR), dont les avoirs s'établissent actuellement à près de 740 milliards de DA, il sera encore sollicité en 2017 à hauteur de ce même montant pour combler le déficit budgétaire, note le ministre. «Nous avons continué à financer le déficit en puisant sur le FRR. L'année prochaine, on va puiser les 740 mds de DA qui restent dans ce fonds», précise Babaammi qui dit, cependant, s'attendre à une hausse des recettes budgétaires qui vont permettre de suppléer progressivement les ressources puisées jusque-là dans le FRR. La maîtrise des dépenses et la hausse progressive de la fiscalité ordinaire devraient contribuer à réduire progressivement le déficit budgétaire pour les prochaines années, prédit M. Babaammi. Pour rappel, le FMI a tablé dans son rapport d'octobre en cours, relatif aux politiques budgétaires dans le monde, sur une réduction progressive du déficit budgétaire de l'Algérie durant les cinq prochaines années à -3,9% du PIB en 2021 contre -16,2% du PIB en 2015. Selon le ministre, la hausse progressive attendue des recettes de la fiscalité ordinaire sera beaucoup plus induite par la



Ph/DR

croissance de l'activité économique que par une augmentation des taxes. «La gestion des finances publiques telle qu'elle a été menée jusqu'à présent nous a permis de préserver notre économie des chocs extérieurs», rappelle le ministre, s'appuyant sur le constat du FMI qui a mis l'accent sur la résilience de l'économie algérienne face au choc provoqué par la chute drastique des cours du brut. Pour rappel, les dernières prévisions du FMI et de la Banque mondiale sur une croissance soutenue de l'Algérie comparée à celle d'autres pays de la région Moyen-Orient et Afrique du nord (Mena). Le FMI a souligné que l'Algérie figurait parmi les pays émergents et développement qui ont réussi à maintenir une position extérieure nette positive grâce à son très

faible endettement extérieur. Sur ce point, le ministre affirme que ce niveau bas de la dette donne à l'Algérie des capacités importantes en cas d'endettement, en donnant la possibilité, si la nécessité l'exige, au groupe Sonelgaz notamment de recourir au marché financier international pour financer son important programme d'investissement. Mais malgré cette possibilité, Sonelgaz ainsi que Sonatrach n'y ont pas eu recours jusqu'à présent car le besoin ne s'en est pas fait sentir, selon le ministre. En outre, M. Babaammi fait savoir que l'ouverture du capital des banques publiques n'est pas à l'ordre du jour en dépit qu'elle ait figuré dans la première mouture de l'avant-projet de loi de finances 2017. «Un projet de loi de finances est vivant: il y a des

propositions, des débats et des arbitrages qui se font», fait-il valoir. Toujours dans le secteur bancaire, le ministre relève que l'Algérie n'a pas fermé la porte à la possibilité d'agréer de nouvelles banques mais souhaite, toutefois, établir des partenariats avec de grandes banques internationales de premier ordre. Toutefois, explique-t-il, ces banques conditionnent leur implantation en Algérie par une détention majoritaire dans le capital alors que cette condition est en contradiction avec le principe de l'établissement de l'activité bancaire sous forme de partenariat prévu par la loi de finances de 2009 qui limite les participations étrangères à 49% pour tous les investissements étrangers.

L. A. R.

En dépit d'une légère baisse du phénomène

Le casse-tête des vols de voitures

Trouver où stationner son propre véhicule en fin de journée, sans pour autant se soucier de le retrouver le matin, est devenu de nos jours un véritable casse-tête. En effet, compte tenu de l'insécurité régnant dans les grandes villes par rapport aux vols de voitures, de plus en plus de citoyens craignent de perdre leurs voitures. Arrivé déjà à plusieurs personnes, le choc de se faire déposséder de son véhicule personnel est malheureusement toujours d'actualité. Un phénomène qui se manifeste en général dans les espaces urbains à forte concentration de population. Pour cause, dans ces endroits, faute de garages privés, c'est presque tout le monde qui laisse son véhicule dehors, soit dans des parkings, soit juste à proximité des immeubles. Ainsi, suite aux multiples plaintes que reçoivent les forces de sécurité à longueur de journée, on peut dire que la gravité du phénomène est là. De ce fait, bien

que les vols de voiture aient enregistré une légère baisse durant l'année 2015, et ce, passant de 2 520 voitures volées en 2014 à 2 318 en 2015, soit une diminution de 8%, selon les chiffres officiels des services de sécurité obtenus par un site électronique, le fléau reste durement à combattre. Pour le premier semestre 2016, cette tendance baissière semble se confirmer avec 991 vols. C'est dire que sur un total des 2 318 véhicules volés en 2015, les services de sécurité ont pu retrouver 956 d'entre elles, soit un taux de récupération de 41%. En ce qui concerne les six premiers mois de l'année 2016, ce sont 427 véhicules qui ont été récupérés, soit un taux de récupération de 43%, affirme toujours la même source. A ce propos, il est important de rappeler le renforcement des moyens humains et matériels par les éléments des services de sécurité ainsi que leur détermination pour venir à bout de ces délestages massifs de voitures,

néanmoins, pour l'instant, c'est loin d'être suffisant. Par ailleurs, s'agissant des régions où l'on signale le plus de voitures volées, le centre du pays passe en première position avec 987 vols en 2015 suivi de la région Est avec 647 vols durant la même année. En troisième position arrive la région ouest du pays avec 415 vols de véhicules. Dans le Grand Sud, 269 véhicules ont été déclarés volés toujours durant l'année 2015. A ce sujet, il est à noter aussi qu'en somme, tous les types de vol et tentatives de vol, sont en baisse sur les neuf premiers mois de l'année 2016 par rapport à la même période de l'année précédente, révèle la même source. Un résultat certes, encourageant, mais qui ne règle pas le problème dans sa source. A plus forte raison que ce marché illicite semble alimenter d'autres circuits de ventes souterraines encore plus fructueux, selon les explications d'un responsable de la police judiciaire. Cause pour

laquelle, d'ailleurs aussi, que les malfaiteurs s'en prennent souvent aux voitures les plus prisées du marché, car plus rentables. Concernant les véhicules les plus exposés aux vols, il est à savoir que ce sont les moins sécurisés et les plus demandés sur le marché qui attirent le plus la main des voleurs. C'est normal puisque la méthode est pratique et rapide. De leur côté les services de police font face à un véritable casse-tête à chacune des prises de ces derniers. Un vrai travail d'investigation sur le terrain pour remonter la piste jusqu'à la source du réseau. Ainsi, au vu de ce climat, de moins en moins rassurant pour le citoyen, outre la cherté des véhicules que ce soit d'occasion ou neufs, le vol de voitures est donc un tracassant majeur à ne pas exclure, si on veut un jour en posséder une.

Yacine Djadel

A six mois des élections législatives et locales

Les grandes manœuvres commencent

■ A six mois des élections législatives, plusieurs partis politiques entrent dans une phase de préparation et connaissent même des manœuvres internes pour un positionnement des personnes, comme c'est le cas du Front de libération nationale et du Mouvement de la société pour la paix.



Par Nacera Chennafi

Il y a quelques jours, il était clair que les opposants de Amar Saadani au vieux parti étaient exclus des listes électorales des prochaines échéances, en particulier les législatives d'avril 2017. Le chef de groupe parlementaire, Mohamed Djemi, avait même reçu des directives pour remettre une évaluation sur le rendement des députés, ce qui a créé une panique chez les opposants de Saadani. Cependant, avec l'arrivée de Djamel Ould Abbès à la tête du parti depuis le 22 octobre, cela pourrait changer les calculs de certains militants et députés qui ont l'ambition de siéger à la chambre basse du Parlement. Le nouveau SG dit tendre la main à tous les militants du parti, dont les opposants, à une seule condition : le soutien du Président Bouteflika comme point commun. Dans ce cadre, l'homme a eu des échanges individuellement avec plusieurs cadres exclus du temps de Saadani, dont Kassa Aissi, Abdelaziz Ziari et autres. Ce dernier se démarque de Belkhadem et Belayat et a choisi de se positionner au côté de Ould Abbès, sachant que le courant ne passe pas bien entre Ould Abbès, Abdelaziz Belkhadem et

Abderrahmane Belayat. Belkhadem semble vouloir se positionner sachant les enjeux des prochaines échéances sur la présidentielle de 2019. Mais le nouveau SG continue sa mission en convoquant une réunion des parlementaires pour le 5 novembre prochain. En dehors des consignes qui vont être données concernant l'examen et le vote des projets de loi relatifs à la retraite et la loi de finances 2017, la question de la préparation des prochaines élections sera au cœur de cette rencontre. Au niveau local, un travail est lancé à travers des rencontres avec les mouhafedhs. A ce propos, on cite un meeting populaire qui a regroupé hier les mouhafadas du FLN de Djelfa, Ain Ouassara et Messaad, sous la présidence de Badji Abou El Fadl, membre du bureau politique chargé des relations avec les partis.

Du côté des islamistes, le Mouvement de la société pour la paix n'en finit pas avec la rivalité entre son président actuel, Abderrezak Makri, et son prédécesseur, Bouguerra Soltani. Officiellement, aucune annonce n'a été faite pour la participation du parti aux prochaines élections, et tout sera connu lors de la prochaine réunion consultative. Cependant, Soltani ne lâche pas ses ambitions et active pour



présenter et défendre sa propre initiative politique pour le positionnement du parti. L'homme semble vouloir ramener cette formation politique une nouvelle fois au gouvernement. Pour sa part, Makri continue ses activités organisationnelles. Ce week-end c'était au tour du congrès des structures des wilayas de l'est. Makri est aussi sur le terrain à travers des meetings avec les militants du parti.

Depuis la wilaya d'El Oued, Makri a appelé vendredi l'ensemble des formations politiques à la nécessité de contrecarrer les complots extérieurs visant la stabilité de l'Algérie et l'unité nationale. Pour faire face à ces complots, Makri a ajouté qu'il est impératif d'établir une coopération entre tous les acteurs, notamment en ce qui concerne les élections, étant le mécanisme le plus efficace pour «opérer un changement serein et former un front de consensus pour faire face à ces dépassements», a-t-il ajouté. Par ailleurs, le président du MSP a indiqué que les hauts faits du peuple algérien durant la guerre de Libération «exigent du parti de renoncer à certaines positions politiques en faveur de l'unité et de la stabilité du pays». Mais Makri ne donne pas de détails sur ces positions. Toujours du côté des islamistes,

le mouvement El Binaa avait annoncé sa participation aux prochaines élections sachant que se sera une première expérience pour cette formation politique. Ce parti passe à l'action organisationnelle avec l'organisation de son quatrième congrès annuel sur le thème «Sur la voie de Mahfoud Nahnah et Mohamed Bouslimani». Ainsi, ces partis islamistes revendiquent comme référence cheikh Nahnah mais sans union. D'ailleurs pour les prochaines élections, il n'y aura pas d'alliance entre ces partis et même l'ancienne Alliance verte (MSP, El Islah et Ennahdha) ne sera pas reconduite. D'autre partis comme le RCD, le Parti des travailleurs et le FFS s'intéressent plus aux questions socio-économiques, une manière aussi d'avoir un soutien plus large. D'ailleurs, le FFS et le PT avaient affiché publiquement leur soutien à l'Intersyndicale pour sa protestation concernant le dossier de la retraite. Le PT mène aussi une campagne contre le PLF 2017. Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (bureau régional) appelle à une marche pour dénoncer la politique d'austérité et «l'annulation des projets structurants» au niveau de cette wilaya.

N. C.

Le SG du RND Ahmed Ouyahia à Tizi-Ouzou

«La diversification de l'économie nationale commence à donner ses fruits»

Le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Ahmed Ouyahia, a soutenu, hier, depuis Tizi-Ouzou que la diversification de l'économie nationale décidée par le président de la République est une réalité que personne ne peut nier et a même commencé à donner ses fruits. S'exprimant sur les ondes de la radio locale au terme des travaux du conseil de wilaya de son parti, Ouyahia a longuement abordé le contexte

économique du pays marqué par une conjoncture difficile, conséquence de la chute continue des prix du pétrole, avant d'appeler à la mobilisation de toutes et tous pour soutenir les efforts de l'Etat afin de faire face à tous les défis, notamment économiques.

Le directeur de cabinet de la présidence de République a fait part, dans son intervention, des résultats positifs dans le processus d'investissement industriel,

citant les exemples des usines de montage de véhicules implantées en Algérie. Dans le même sillage, Ouyahia a saisi l'occasion pour appeler les opposants à l'implantation de la zone industrielle de Souamaa, dans la wilaya de Tizi Ouzou, à la compréhension afin de permettre sa concrétisation et du coup rendre possible la réalisation des projets d'investissement prévus sur ce site et devant participer à la création de pas moins

de 100 000 postes d'emploi.

L'invité de radio Tizi-Ouzou a également souligné les nombreuses mesures d'accompagnement prises par l'Etat au profit de l'acte d'investir dans notre pays, comme les avantages fiscaux et la baisse des taux d'intérêt pour les crédits accordés aux investisseurs. Pour Ouyahia, les taxes annoncées dans le cadre du projet de la loi de finances 2017 ont pour principal objectif

d'éviter à l'Algérie de recourir à l'endettement extérieur. Il a ainsi déclaré : «Nous n'avons que ces deux choix, soit l'augmentation des taxes soit l'endettement extérieur». Au chapitre politique, par ailleurs, le SG du RND a indiqué que son parti prépare dans la sérénité les prochaines élections législatives.

Hamid M.

LA QUESTION DU JOUR

Raqqa au cœur du scénario de partition de la Syrie

suite de la page Une

Il avait été question un moment que la bataille de Raqqa devance celle de Mossoul, mais l'impatience des Irakiens en a décidé autrement. Les Américains avaient tout fait pour que la bataille de Mossoul soit reportée. C'est qu'ils ne voulaient pas qu'elle profite à la Syrie. Une façon de procéder qui ajoute aux difficultés des Syriens et de leurs alliés les Russes, c'eût été de faire en sorte que les troupes de Daech chassées de Mossoul n'aient d'autre choix que de se replier sur Raqqa. Pour cela, il aurait suffi d'encercler Mossoul de trois côtés, en laissant ouvert le côté ouest, mitoyen avec la Syrie. Mais cette idée semble avoir été abandonnée au bénéfice d'une libération de Raqqa, dans la foulée de celle de Mossoul, sinon en même temps qu'elle, mais qui ne soit pas suivie de sa rétrocession à l'Etat syrien. Une libération qui soit en même temps une conquête, dont les Américains feraient ensuite ce qu'ils voudraient. En agissant de la sorte, les Américains et leurs alliés seraient d'ailleurs tout à fait cohérents avec eux-mêmes, puisqu'ils ne reconnaissent plus le régime syrien. La partition de la Syrie, si ce plan devait se réaliser, ne pourrait être évitée que si l'armée syrienne aidée de ses alliés reprenait la ville aux forces qui dans ce scénario viennent elles-mêmes de la reprendre à Daech. Mais à l'évidence la bataille de Raqqa n'aura pas lieu avant l'arrivée de la nouvelle administration américaine, c'est-à-dire pas avant plusieurs mois. Les Syriens auraient tout intérêt donc à l'engager dès à présent s'il n'y avait pas la partie est d'Alep à nettoyer des opposants et autres terroristes qui s'y sont incrustés depuis 2012. Mais la bataille d'Alep est interminable. Qui plus est, elle n'est pas la seule à occuper durablement les forces syriennes et leurs alliés. La guerre en Syrie dure maintenant depuis suffisamment de temps pour que l'on sache qu'elle est entretenue de l'extérieur et par plusieurs mains à la fois, tant régionales que non régionales. La bataille de Raqqa ne sera probablement qu'une de plus, où peut-être plus qu'ailleurs Daech ne sera que l'élément déclencheur. M. H.

Lamamra :

Les relations algéro-françaises sont «très bonnes» et dans la «bonne» voie

■ Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, a affirmé vendredi à Marseille que les relations algéro-françaises sont «très bonnes» et dans la «bonne» voie.

Par Atika B.

«**J**'ai un grand plaisir à dire que nous avons beaucoup travaillé (ensemble) mais je crois que cette cérémonie atteste véritablement que nous sommes dans la bonne voie», a estimé le ministre dans une déclaration conjointe avec son homologue français, Jean-Marc Ayrault, lors de la cérémonie d'inauguration du Consulat général d'Algérie à Marseille, soutenant en ce sens que le partenariat d'exception entre l'Algérie et la France «doit nécessairement avoir comme artisan l'élément humain». Pour le ministre d'Etat, les compatriotes algériens vivant en France, les citoyens français se rendant en Algérie constituent un pont «extraordinairement créatif» entre Marseille et Alger. «Ils constituent un témoignage sur les relations algéro-françaises qui sont très bonnes, toujours vouées à se fixer de nouveaux horizons, de nouvelles ambitions». Il a rappelé que les présidents Abdelaziz Bouteflika et François Hollande ont décidé, il y a quelques années, de s'engager «résolument», d'engager les deux gouvernements, l'en-

semble des institutions et également la société civile, dans la construction d'un partenariat d'exception entre nos deux pays. Par ailleurs, il a relevé que le nouveau siège du consulat général est une «belle réalisation» qui s'inscrit dans le programme du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, tendant à «rapprocher l'administration du citoyen, aussi bien à l'intérieur des frontières algériennes qu'à l'extérieur du pays». «Ce programme est poursuivi d'une manière systématique par l'Etat algérien et c'est notre fierté d'être au service de la communauté algérienne à l'étranger», a-t-il dit, faisant observer que la communauté algérienne est bénéficiaire par ailleurs des résultats de la lutte contre la bureaucratie engagée en Algérie. «Des progrès prodigieux ont été réalisés grâce à l'utilisation intensive des technologies de l'information et de la communication», a-t-il indiqué.

«Nos relations, à la hauteur des liens profonds qui unissent nos deux pays»- Pour sa part, le ministre français des Affaires étrangères et du Développement international a estimé que c'est un moment «très important pour



Ph/D. R.

vous et pour nous», relevant qu'au moment où certains critiquent la binationalité, les binationaux «sont une richesse pour la France et pour l'Algérie». Revenant sur les relations bilatérales, le ministre français a attesté qu'elles n'ont «jamais été aussi confiantes et fécondes et on peut mesurer ensemble le chemin parcouru depuis 2012». «Nous avons décidé d'avancer dans tous les secteurs, y compris les plus sensibles comme la Défense ou les questions de mémoire pour que le partenariat stratégique et d'exception entre nos deux pays continue de progresser», a-t-il expliqué, soulignant que la France et l'Algérie ont agi «conjointement» pour que «notre relation soit à la hauteur des liens profonds et particuliers qui unissent nos deux pays». Pour le chef de la diplo-

matie française, «il y a une réalité humaine, entre les deux pays, qui reflète la densité de la relation», rappelant la solidarité de l'Algérie suite aux attentats terroristes ayant touché la France. «Vous avez su dès les premières heures vous, le peuple algérien et ses dirigeants, exprimer à la France votre solidarité. Je voudrais, en cet instant, exprimer toute notre gratitude. Nous avons été particulièrement sensibles à cette mobilisation nationale et internationale contre le terrorisme. Nous avons particulièrement été très sensibles à vos marques d'affection, vous qui avez connu dans votre pays l'épreuve du terrorisme», a-t-il précisé. Il a rappelé dans ce sens, l'attentat terroriste ayant ciblé, le 14 décembre 1973, le consulat général d'Algérie à Marseille, recommandant que ce sont des

choses qu'«il ne faut pas oublier». «Aujourd'hui, nous avons une nouvelle étape, celle de la reconstruction et il faut être lucide», a-t-il ajouté, rappelant qu'en 2012, les présidents Bouteflika et Hollande «ont posé les bases d'une refondation des relations entre l'Algérie et la France». Il a souligné que depuis quatre ans, un travail «remarquable» a été réalisé dans un esprit de «confiance», de «respect» et «d'amitié». «Nous pouvons être fiers de ce qui a été fait. Mais nous ne sommes pas satisfaits de ce qui a été fait. Il faut faire mieux, faire plus», a-t-il dit se félicitant de ce partenariat franco-algérien qui sera, a-t-il poursuivi, de «plus en plus fort, de plus en plus nécessaire et c'est notre conviction, au gouvernement français et je sais que nous la partageons». A. B.

Lamamra et Ayrault inaugurent le consulat général d'Algérie de Marseille

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, et son homologue français, Jean-Marc Ayrault, ont procédé, vendredi après-midi,

à l'inauguration du siège du consulat général d'Algérie à Marseille. L'inauguration du siège du consulat général s'inscrit dans le cadre de l'élargissement des espaces d'accueil et l'agence-

ment des services consulaires afin de faciliter la prise en charge des membres de la communauté algérienne. Elle s'est déroulée devant une foule nombreuse, et en présence de l'ambassadeur

d'Algérie en France, Amar Bendjama, du consul général d'Algérie à Marseille, Boujemaa Rouibah, du préfet de Marseille, des élus locaux et des parlementaires des deux pays. Les

ministres des Affaires étrangères des deux pays ont participé auparavant à la 13^e réunion ministérielle du «Dialogue 5+5» de la Méditerranée occidentale.

A. N.

Verdict de l'affaire du réseau de prostitution d'Annaba

De la relaxe à six ans de prison ferme

Le tribunal criminel d'Annaba a rendu tard dans la nuit de jeudi des jugements allant de la relaxe à six ans de prison ferme dans l'affaire, après cassation, du réseau international de prostitution appelé par les médias «affaire Baroche», a-t-on appris vendredi auprès d'une source judiciaire. Le principal accusé, Jean-Michel Baroche ressortissant étranger de nationalité française a écopé de six ans de prison ferme assorti d'une amende de 25 millions de dinars alors que deux autres accusés dans la même affaire ont été condamnés à cinq et trois ans de prison et des amendes de 10 millions et 20 millions de dinars, a précisé la même source. Une troisième accusée a été condamnée à cinq années de prison ferme par

contumace tandis que le médecin gynécologue poursuivi, dans la même affaire, a été relaxé, a

encore ajouté la même source. Les principaux chefs d'accusation qui sont reprochés aux

membres de ce réseau sont la constitution d'un réseau international de prostitution, production

de films pornographiques en vue de leur diffusion sur internet, faux et usage de faux, détention de drogue et incitation à la débauche. Le représentant du parquet a requis dans son réquisitoire des peines allant de cinq à huit ans de prison contre les inculpés dans cette affaire qui remonte à avril 2012, où une des victimes de ce réseau a déposé plainte dénonçant l'activité du réseau de prostitution et de production de films pornographiques.

Le tribunal d'Annaba avait également prononcé, en avril 2013, des peines de prison allant de 1 à 7 ans et des amendes de 200 000 dinars contre les accusés dans cette affaire, rappelle-t-on.

L. M.

Lutte antiterroriste à Batna

14 casemates détruites par l'ANP

QUATORZE casemates pour terroristes et une mine de confection artisanale ont été découvertes et détruites par un détachement de l'Armée nationale populaire à Batna, indique vendredi un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert et détruit, le 27 octobre 2016 à Batna, quatorze casemates pour terroristes et une mine de confection artisanale», précise-t-on de même source. Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des gardes-frontières «ont saisi à Tlemcen (2^e RM), six quintaux et 99,4 kilogrammes de kif traité», tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale «ont arrêté, à Rélizane, un narcotraffiquant à bord d'un véhicule touristique chargé de 74 kilogrammes de kif traité». A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam, des détachements de l'ANP «ont arrêté 13 contrebandiers, 99 immigrants clandestins de différentes nationalités africaines et saisi deux camions, cinq véhicules tout-terrain, des outils de détonation, 7 détecteurs de métaux, un marteau piqueur et 3 groupes électrogènes». D'autre part, une unité des gardes-côtes «a déjoué une tentative d'émigration clandestine de 15 personnes à bord d'une embarcation de construction artisanale à El-Kala», tandis que des gardes-frontières «ont déjoué plusieurs tentatives de contrebande de 19 272 litres de carburant à Souk-Ahras, Tébessa et El-Tarf (5^e RM)», ajoute le communiqué. R. N.

Pétrole

La chute des prix continue d'affecter la rentabilité des grandes entreprises

■ La chute des prix du pétrole continue d'affecter la rentabilité des grandes entreprises énergétiques qui ont enregistré, encore une fois, des résultats mitigés au troisième trimestre 2016.

Par Souad H.

Ainsi, le géant pétrolier américain ExxonMobil a annoncé vendredi des résultats contrastés au troisième trimestre, en dépit d'une forte réduction de ses investissements qui n'a pas pu compenser de faibles marges dans le raffinage et des prix bas du pétrole. Le résultat net de cette compagnie a plongé de 37,5% sur un an à 2,65 milliards de dollars. Le chiffre d'affaires de 58,68 milliards de dollars, en baisse de 12,9%. C'est le cinquième trimestre consécutif de baisse des profits et le neuvième pour les revenus. De juillet à fin septembre, la production de pétrole et de gaz a baissé de 3% sur un an, à 3,8 millions de barils équivalent pétrole par jour. Selon les observateurs, les prochains mois s'annoncent plus difficiles pour ExxonMobil, qui a décidé d'évaluer ses gisements pétroliers et gaziers pour déterminer s'ils avaient perdu de la valeur suite à la chute des prix. Sont concernés par cette évaluation le projet Kearl dans les sables bitumineux au Canada et les puits de gaz naturel en Amérique du nord. Chevron, grand rival



d'ExxonMobil, a quant à lui vu son bénéfice dégringoler de 37% à 1,28 milliard de dollars et son chiffre d'affaires de 11% à 29,16 milliards de dollars au troisième trimestre. C'est le premier bénéfice de l'année pour ce groupe californien, qui avait accusé une perte nette de 725 millions de dollars au premier trimestre, sui-

vie d'un déficit de 1,47 milliard au deuxième. «Les résultats du troisième trimestre, quoique en baisse comparé à il y a un an, reflètent une amélioration par rapport aux deux premiers trimestres de l'année», s'est réjoui le P-DG de Chevron John Watson, qui prévoit une hausse de la production au quatrième trimestre. Pour

sa part, le géant italien de l'énergie Eni demeure durement affecté par la faiblesse des cours du brut en annonçant une perte nette au troisième trimestre très supérieure aux attentes. Cette perte s'est élevée à 562 millions d'euros, contre 790 millions un an plus tôt. Malgré sa baisse, elle est bien au-delà de ce qui était attendu, les analystes tablant sur une perte de 118 millions d'euros. Sur les neuf premiers mois de l'année, la perte a atteint 1,804 milliard d'euros, contre un bénéfice net de 55 millions sur la même période de 2015. Pour faire face à cette situation, Eni a confirmé son plan stratégique, annoncé en mars, qui prévoit des cessions d'actifs pour sept milliards d'euros d'ici 2019, «essentiellement par le biais de la dilution de participations dans des découvertes récentes importantes». Le groupe vendra ainsi des parts de son champ gazier du Mozambique et dans des gisements pétroliers au Congo. Il prévoit enfin une baisse de quelque 20% de ses investissements cette année. PetroChina, entité cotée du géant pétrolier chinois «China National Petroleum Corporation» (CNPC), n'a pas échappé à cette règle après avoir enregistré une chute de 77% de son bénéfice au troisième trimestre, en raison de l'affaiblissement persistant des cours de l'or noir sur les marchés mondiaux. Le groupe basé à Pékin a indiqué que son bénéfice net a reculé à 1,2 milliard de yuans (162,27 millions d'euros) sur la période allant de juillet à septembre. Le résultat de PetroChina a été également affecté par des prix de gaz naturel plus bas sur le marché intérieur. Son chiffre d'affaires a reculé de 3,8% à 411,4 milliards de yuans (55,6 milliards d'euros). PetroChina avait déjà vu son bénéfice net dégringoler de 97,9% sur un an au premier semestre, plombé par la morosi-

té de l'activité économique en Chine, principal marché de l'entreprise. Le géant pétrolier français Total a fait l'exception en enregistrant des résultats meilleurs qu'attendu au troisième trimestre, soutenus par une production en hausse et des économies de coûts qu'il va accélérer en 2016. Le bénéfice net de cette compagnie a atteint 2 milliards de dollars, enregistrant un bond de 81% par rapport au troisième trimestre 2015 qui avait été marqué par des dépréciations. Ces résultats ont été le fruit de la discipline dans le contrôle des dépenses, appliquée après la baisse des prix du pétrole, et de la hausse de la production grâce au lancement de grands projets aux marges plus élevées. Il s'agit de cinq projets majeurs en 2016, dont le gisement géant de Kachagan (au Kazakhstan), qui permettront à sa production de croître de plus de 4% sur l'ensemble de l'année. Le géant pétrogazier a pompé au troisième trimestre, 2,4 millions de barils équivalent pétrole par jour (Mbp/j), soit une hausse de 4,3% sur un an.

S.H./APS

Les cours reculent en fin d'échanges européens

LES PRIX du pétrole reculaient en fin d'échanges européens dans un marché prudent dans l'attente de nouvelles informations sur l'accord de gel de la production de l'Opep dont les membres sont réunis à Vienne. A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre valait 49,99 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE), en baisse de 48 cents par rapport à la clôture de jeudi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance cédait 46 cents à 49,26 dollars. Les cours de l'or noir, qui avaient nettement reculé depuis lundi, peinaient à confirmer le rebond entamé jeudi, les inquiétudes sur l'accord de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) pesant sur la confiance des investisseurs. «Vendredi et samedi seront des journées sous le signe de l'Opep», commentait un analyste. Vendredi, l'attention des marchés se porte particulièrement sur l'Opep dont les membres sont réunis à Vienne pour deux jours de réunion technique à laquelle doit se joindre en partie la Russie, important pays producteur non membre de l'organisation. Même si cela ne devrait être qu'une étape avant une réunion plus importante fin novembre, «il faut s'attendre à une multiplication d'informations présentées comme venant de sources proches de l'Opep», a prévenu un autre analyste, ce qui renforce la fébrilité du marché. Cette réunion est le résultat d'une décision prise par l'Opep en marge du Forum International de l'Energie tenu le 28 septembre à Alger, afin de plafonner la production à un niveau compris entre 32,5 et 33,00 millions de barils par jour, dans un contexte marqué par une chute des prix du brut, passant de 110 dollars mi-2015 à un niveau inférieur à 50 dollars.

S. H.

Zone Euro

La confiance économique s'est améliorée plus nettement que prévu en octobre

La confiance économique dans la zone euro s'est encore améliorée plus nettement que prévu en octobre pour le deuxième mois consécutif, selon les données publiées vendredi par la Commission européenne. L'indice du sentiment économique de la Commission européenne s'est inscrit en octobre à 106,3 points, en hausse de 1,4 point, par rapport au mois de septembre, montre l'étude mensuelle réalisée dans les 19 pays de la zone euro, alors que les économistes tablaient sur une baisse de la confiance économique en octobre à 104,8.

Cet indice du sentiment économique est ressorti en septembre à 104,9 contre 103,5 en août et un consensus le donnant inchangé. L'indice se détache ainsi encore un peu plus de la moyenne à long terme de 100,0. L'indice de confiance a enregistré une progression significative dans l'industrie (+1,2), dans les services (+2,0) et dans la construction (+1,3). En revanche, l'indice est resté stable dans le commerce de détail (+0,0) et chez les consommateurs (+0,2). La Commission européenne a précisé que l'amélioration du sentiment économique était

la plus prononcée dans quatre des cinq premières puissances économiques de la zone euro: en Espagne (+2,6), en Allemagne (+1,6), en Italie (+1,5) et dans les Pays-Bas (+1,0), tandis qu'il a enregistré une légère baisse en France (-0,3). Dans l'ensemble de l'Union européenne, l'indice du sentiment économique a également augmenté de 1,4 point à 106,9 points en octobre par rapport à septembre, soulignent les données de la Commission.

Amel B./ agences

Etats-Unis Rebond inattendu de la croissance au 3^e trimestre

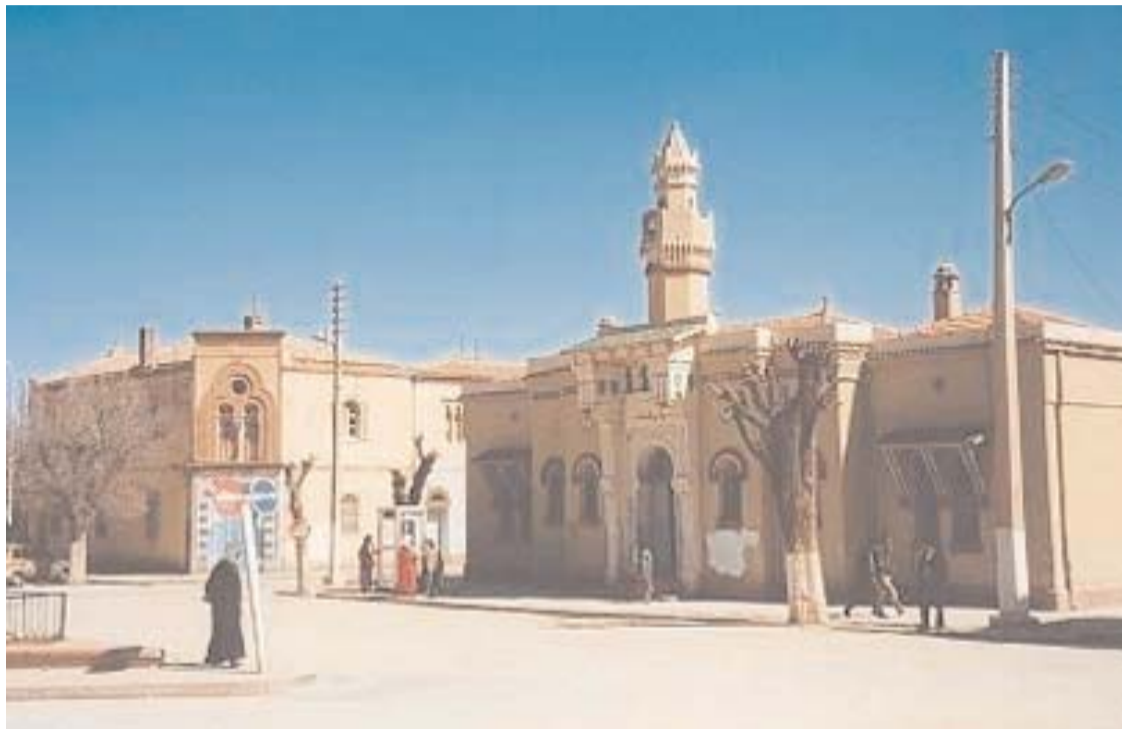
LA CROISSANCE de l'économie des Etats-Unis a rebondi plus fort que prévu au troisième trimestre, tirée notamment par une hausse des dépenses gouvernementales et une progression des exportations et des investissements privés, a indiqué le Département du commerce américain. Selon une première estimation établie par ce département, le produit intérieur brut (PIB) des Etats-Unis devrait progresser de 2,9% au troisième trimestre contre 1,4% au deuxième trimestre. Le Département précise, toutefois, que cette prévision a été établie sur la base de données incomplètes. Une deuxième révision consolidée sera publiée le 29 novembre prochain. L'accélération de la croissance du PIB réel au troisième trimestre reflète une hausse de l'investissement privé et des exportations et une reprise des dépenses du gouvernement fédéral, a précisé le communiqué du département du Commerce américain. Ces performances ont été partiellement contrebalancées par une hausse modeste de la consommation des ménages et également par une progression importante des importations.

R.E.

El-Bayadh

Projets pour le désenclavement à Sidi-Taïfour

■ Plusieurs projets, de différents secteurs, sont retenus à travers la commune de Sidi-Taïfour (El-Bayadh), dans le but de désenclaver la région et améliorer le cadre de vie du citoyen, a-t-on appris des responsables locaux de cette collectivité.



Laghouat. Doté d'une enveloppe de 450 millions DA, ce projet prévoit également la réalisation d'un ouvrage d'art, a-t-on ajouté à la DTP. La commune de Sidi-Taïfour s'est vu accorder, cette année, un financement de plus de 119 millions DA pour la réalisation de trois opérations d'aménagement urbain. Livrables en huit mois, ces opérations sont projetées dans différents quartiers et cités de la commune, selon la direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction. Elles portent notamment sur le revêtement des rues, ainsi que la réalisation de trottoirs et l'extension de l'éclairage public au niveau du chef-lieu de la commune.

lancé en fin 2014, a atteint jusqu'ici un taux d'avancement de 80%, selon les explications fournies par les responsables du projet. Le wali d'El-Bayadh lors de l'inspection dernièrement des chantiers du projet, a mis l'accent sur la nécessité d'accélérer la cadence de réalisation pour livrer le projet avant le mois de janvier prochain. Sur une longueur de 1,9 km, ce projet devra protéger le tissu urbain de la commune de Sidi-Taïfour et sa population estimée à près de 3 000 habitants, a-t-on indiqué de même source.

S. N./APS

Par Siham N.

Il est prévu le lancement prochain des travaux de réalisation d'une route reliant sur 34 km la commune de Sidi-Taïfour (El-Bayadh) à celle de Tadjerouna (Laghouat), susceptible d'ouvrir de nouvelles perspectives de développement

dans la région et de réduire de 65 km la distance de la route qui séparerait jusque-là les deux wilayas, ont précisé les responsables locaux du secteur des travaux publics (DTP). Lors de sa sortie d'inspection dans la région, le wali d'El-Bayadh, Abdallah Benmansour, a mis en

valeur l'importance de ce projet névralgique en matière de relance des activités agricoles, appelées à se développer au regard des potentialités existantes, notamment la fertilité du sol, l'abondance de l'eau, en plus de réduire la distance entre les wilayas voisines d'El-Bayadh et

La commune a bénéficié aussi, au titre des programmes sectoriels de développement (PSD), d'une enveloppe de plus de 88 millions DA pour la réalisation d'un projet de protection de cette commune contre les risques d'inondations. Retenu parmi les priorités des efforts de développement local, ce projet,

Protection de Sidi-Taïfour des risques d'inondations

Ouargla 700 dossiers d'aide à l'habitat rural déposés à El-Borma

PAS MOINS de 717 dossiers pour bénéficier de l'aide de l'Etat à l'habitat rural ont été déposés au niveau de la daïra frontalière d'El-Borma (420 km Est d'Ouargla), a-t-on appris du directeur de l'habitat et de l'urbanisme de la wilaya de Ouargla. Quelque 616 de ces dossiers, déposés entre la période 2015-2016, ont été étudiés sur la base du fichier national de l'habitat, et 583 d'entre eux ont été approuvés, a précisé Rachid M'hamdi. Le responsable a fait état de la réalisation déjà de 50 logements ruraux, et de 28 autres en cours de construction. S'agissant de la formule de logement de type public locatif, la daïra d'El-Borma a bénéficié, au titre des deux précédents programmes quinquennaux, de deux quotas de logements, l'un constitué de 71 unités actuellement à 20% de réalisation, et l'autre composé de 50 logements dont les chantiers sont à près de 65% d'avancement de leurs travaux, a fait savoir le responsable. La région enclavée d'El-Borma s'est vu accorder une troisième tranche constituée de 20 logements, au titre du programme de la résorption de l'habitat précaire, avoisinant actuellement les 50% d'avancement de leurs chantiers, a ajouté M. M'hamdi. Ces programmes sont de nature à contribuer à la réduction de la pression sur le logement et à renforcer le parc immobilier de la wilaya de Ouargla constitué de près de 129 500 unités, toutes formules confondues, d'après les données de la direction de l'habitat et de l'urbanisme.

R.R.

Béchar

Plusieurs projets de modernisation des télécommunications

Plusieurs projets de développement et modernisation du secteur des technologies de l'information et de la communication ont été réalisés à travers la wilaya de Béchar, a-t-on appris auprès de la direction locale opérationnelle de l'entreprise publique Algérie Télécom (AT). Inscrits et retenus au titre des opérations d'amélioration de la qualité du service public et la satisfaction des besoins des usagers de ces technologies, ces projets ont été marqués en premier lieu par la généralisation de la fibre optique à l'ensemble des 12 daïras de la wilaya, à travers un réseau de 1 800 km, a précisé la chargée de communication de la direction locale d'A.T. En plus de la modernisation des réseaux téléphoniques et internet à travers les 21 communes que compte la wilaya, dont la plus éloignées des centres urbains à savoir Tebelbella (400 km à l'extrême sud-est de Béchar), il a été procédé à l'installation et

à la mise en service de 103 stations d'accès multiservices – MSAN – (téléphonie, internet et télévision) à travers différentes localités et agglomérations de la wilaya, a expliqué M^{me} Saâdia Chenni. Cette nouvelle technologie de l'information et de la communication facilite énormément la pénétration de la téléphonie et de l'internet à l'ensemble du territoire de la wilaya où il est procédé actuellement à l'installation de 24 autres stations similaires au niveau de plusieurs zones de la région, a-t-elle ajouté. En matière de téléphonie de quatrième génération (4G), vingt stations de transmission de base (BTS) avec antennes de relais-mobile ont été également installées et mises en service au niveau des 12 daïras dans le cadre de la stratégie d'Algérie Télécom de généralisation de la téléphonie et l'internet mobile, réduisant ainsi considérablement les coûts en matière d'installation des réseaux filaires, en plus de l'augmenta-

tion de l'offre, a souligné M^{me} Chenni. En marge de cette réalisation, un Soft Switch a été mis en service récemment au niveau de la ville de Bechar pour la prise en charge des différentes stations MSAN des wilayas de Béchar, Tindouf et Adrar, qui étaient auparavant rattachées à celui d'Oran, indique la chargée de communication. Algérie Télécom a également concrétisé une opération de rattachement de 35 annexes des 21 communes de la wilaya au réseau national de l'état civil, dans l'objectif du rapprochement des citoyens de l'administration et la facilitation des opérations de retrait des documents de l'état-civil en temps records. L'entreprise s'attelle, en outre, à créer des points de présence à travers les communes et daïras de la wilaya, dans la perspective d'une meilleure prise en charge de leurs préoccupation et doléances en matière d'offre de produits

Maya T./Agences

Médéa

3 370 foyers raccordés en électricité et en gaz naturel

Plus de 3370 foyers, dans la wilaya de Médéa, ont été raccordés, depuis janvier, aux réseaux de distribution électrique et de gaz naturel, selon les responsables de la Société de distribution de l'électricité et du gaz du centre (SDC). Ainsi, pas moins de 2 412 foyers, éparpillés sur huit communes, ont été raccordés au réseau de distribution de gaz naturel, durant les dix premiers mois de l'année en cours, selon ces responsables. Le programme de raccordement a touché plusieurs agglomérations urbaines et semi-urbaines, situées au niveau des communes de Boghar, Tizi-Mahdi, Derrag, Ksar-el-

Boukhari, El-Omaria, Khems-Djouamaa, Berrouaghia et des quartiers périphériques de la ville de Médéa, a-t-on noté de même source. Deux cent sept kilomètres de canalisations et un nombre important de centres de distribution publics (DP) de gaz naturel ont été réalisés, à la faveur de ce programme qui devrait s'étendre, dans les prochains mois à d'autres agglomérations urbaines de la région, a-t-on fait savoir. Les responsables font état, d'autre part, du raccordement au réseau local de distribution électrique de 964 foyers ruraux, situés dans les zones éparses de la wilaya. Une trentaine de villages et

hameaux isolés, ventilés à travers quatorze communes rurales, parmi lesquelles El-Aissaouia, Guelb-el-Kebir, Chellalet-el-Adhaoura, Kef Lakhdar, Sidi-Ziane, Souagui, Ouamri et Si-Mahdjoub, ont été ciblés par les 1^{er} et 2^e tranches du programme quinquennal 2010/2014, a-t-on indiqué. Des lotissements sociaux, situés au niveau des communes de Médéa et Draa-Smar ont également bénéficié de ce programme de raccordement, a-t-on ajouté, précisant que les travaux de raccordement électrique ont nécessité la réalisation de 68 km de lignes et la pose de neuf transformateurs électriques.

N.H.



Maison-Blanche

L'affaire des mails d'Hillary Clinton ressurgit

■ Les dix derniers jours de la campagne présidentielle américaine se sont engagés hier sur une nouvelle surprise: le retour du scandale de la messagerie personnelle d'Hillary Clinton, placée sur la défensive après la découverte d'emails mystérieux par le FBI.

Donald Trump, le candidat républicain qui semblait se diriger vers une défaite le 8 novembre, a saisi l'occasion pour assurer à ses partisans que la Maison-Blanche n'était pas perdue. Il a redonné un nouveau sens au thème de sa fin de campagne: la «corruption» supposée et les problèmes éthiques de sa rivale. «L'enquête est le plus grand scandale politique depuis le Watergate, et tout le monde espère que justice sera enfin rendue», a affirmé le milliardaire lors d'un meeting à Cedar Rapids, dans l'Iowa, vendredi soir. La candidate démocrate



P.h. A. D. R.

mène nettement dans les sondages, alors que le vote a déjà commencé dans 34 des 50 États et que plus de 18 millions d'Américains ont déjà voté de façon anticipée. Le rebondissement s'est produit en milieu de journée vendredi, et complique la suite de la campagne, que les démocrates entendaient consacrer à une grande opération de

mobilisation, après une saison électorale éprouvante. Le point d'orgue du week-end devait être un grand concert avec Jennifer Lopez à Miami hier, en présence d'Hillary Clinton. Le directeur du FBI, James Comey, a informé par courrier des élus du Congrès, contrôlé par les républicains, que de nouveaux messages, potentiellement «parti-

nants», avaient été découverts dans une enquête distincte des investigations closes en juillet dernier sur les messages de l'ancienne chef de la diplomatie. A l'époque, James Comey avait conclu à l'absence de volonté délictueuse d'Hillary Clinton lorsqu'elle avait délibérément choisi de communiquer avec une messagerie personnelle, de 2009 à 2013, au lieu d'un compte gouvernemental sécurisé. Il avait recommandé de ne pas la poursuivre, ce que les procureurs fédéraux avaient accepté. Les milliers de nouveaux messages, dont le contenu reste un mystère entier, ont été découverts par le FBI, selon NBC, sur un ordinateur portable d'Huma Abedin, proche d'Hillary Clinton et membre de son cabinet au département d'État, et de son mari Anthony Weiner, dont elle est séparée depuis août et qui fait l'objet d'une enquête distincte pour l'envoi de messages à caractère sexuel à une mineure. Donald Trump sera en meeting hier dans le Colorado, l'Arizona et le Nevada. Les démocrates ont dénoncé le geste de James Comey, à un moment si proche de l'élection, et l'ont appelé à en dire plus, afin de mettre un terme aux rumeurs sur le contenu des messages découverts. «Je suis certaine, quels qu'ils soient, qu'ils ne changeront pas la conclusion de juillet», a déclaré Hillary Clinton en fin de journée lors d'un court point presse à Des Moines, dans l'Iowa, en s'en pre-

nant directement au Bureau fédéral d'investigation (FBI). «Il est impératif que le Bureau explique l'affaire en question, quelle qu'elle soit, et sans délai», a tonné la candidate. Mais l'ampleur du travail pour étudier des milliers de messages rend peu probable que le FBI parvienne à de nouvelles conclusions d'ici au 8 novembre. Les réactions ont plu d'un bord à l'autre de l'échiquier politique. Le camp Clinton martelait un même message: le FBI doit s'expliquer sur la grenade qu'il a lui-même dégoupillée. Des alliés sous-entendaient que James Comey, qui avait été très critiqué par Donald Trump pour avoir recommandé d'épargner Hillary Clinton, cherchait à se couvrir afin qu'on ne lui reproche pas d'avoir caché ces nouveaux développements dans un dossier si sensible. Les républicains, eux, ont relancé leurs attaques contre le comportement d'Hillary Clinton, accusée d'avoir risqué d'exposer des secrets d'État à de potentiels pirates informatiques, au nom de son confort ou de son désir de protéger ses communications, au mépris des consignes de sécurité. «La corruption d'Hillary Clinton atteint une ampleur sans précédent», avait déclaré Donald Trump vendredi dans un autre meeting.

Et sa directrice de campagne, Kellyanne Conway, a également appelé le FBI à faire toute la lumière sur ce nouveau volet d'une enquête décidément interminable.

Irak

«Pause» de deux jours dans l'offensive sur Mossoul

La coalition internationale a indiqué que les forces irakiennes observaient une «pause» d'environ deux jours dans leur offensive pour reprendre au groupe État islamique (EI) la ville de Mossoul, où les jihadistes ont commis des massacres selon l'ONU. L'objectif est de consolider les gains obtenus durant les douze premiers jours d'opérations, a expliqué vendredi le colonel américain John Dorrian, un porte-parole militaire de la coalition internationale menée par Washington qui soutient les forces irakiennes dans leur reconquête de la deuxième ville du pays. «Ensuite, la marche sur Mossoul reprendra», a-t-il ajouté lors d'une vidéoconférence depuis Bagdad, précisant que cet arrêt temporaire faisait partie du plan initial. Quelques heures après cette annonce, un communiqué militaire irakien a toutefois indiqué que «les opérations militaires continuaient». Pendant la pause, les troupes irakiennes «se repositionnent, se ré-équipent, et font du nettoyage» dans les zones conquises, a expliqué le colonel Dorrian. «Nous nous attendions à ce qu'il y ait des moments où elles auraient besoin d'une pause et de repositionnements», a-t-il indiqué, expliquant qu'il s'agissait aussi d'adapter le dispositif irakien aux tactiques et décisions prises par l'ennemi jusqu'à présent. Il a assuré que la coalition internationale, qui va continuer ses bombardements, avait déjà utilisé près de 2 500 «bombes, missiles, obus ou roquettes guidées» contre les jihadistes. Vendredi, l'ONU a indiqué que l'EI avait exécuté par balles cette semaine plus de 250 per-

sonnes, dans et autour de Mossoul, son fief en Irak et le lieu où le groupe ultraradical a proclamé son «califat» en 2014. L'EI aurait en outre kidnappé près de 8 000 familles autour de Mossoul, vraisemblablement pour les utiliser comme «boucliers humains», d'après les Nations unies. «La stratégie dépravée et lâche (de l'EI) consiste à essayer d'utiliser la présence des civils pour mettre des zones ou des combattants à l'abri des opérations militaires», a ainsi affirmé le Haut-commissaire de l'ONU pour les droits de l'Homme, Zeid Ra'ad Al Hussein. Ces tueries, qui «ont été corroborées dans la mesure du possible» selon l'ONU, ne seraient que les dernières d'une série d'atrocités perpétrées par l'organisation extrémiste depuis 2014. Depuis le début de l'offensive sur Mossoul le 17 octobre, l'avancée des forces de sécurité irakiennes a permis de resserrer l'étau sur Mossoul par le nord, l'est et le sud, mais le nombre de personnes fuyant l'EI augmente et le spectre d'un déplacement massif de civils grandit de jour en jour. Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), 16 566 personnes ont été déplacées depuis le début des opérations militaires. «Nous avons constaté une augmentation spectaculaire dans les chiffres ces derniers jours et (les civils) vont maintenant dans les camps récemment mis en place», a déclaré à l'AFP Karl Schembri, du Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC). Selon lui, la situation «est déjà inquiétante» alors que les forces irakiennes ne sont pas encore entrées dans la ville. Au moment où cela arrivera, «on

assistera à un déplacement de masse». Mais les déplacés de guerre, déjà au nombre de 3,3 millions en Irak depuis 2014, sont seulement l'un des nombreux problèmes qui vont continuer à hanter le pays après la fin des combats. Un autre enjeu de taille concerne la relation entre Bagdad et la région autonome kurde (nord-est), dont les forces peshmergas ont joué un rôle important dans la guerre contre l'EI, combattant les jihadistes mais aussi étendant les territoires qu'elles contrôlent au-delà de leur frontière officielle. Cela poserait surtout problème si le Kurdistan irakien fait pression pour son indépendance, un sujet que le Premier ministre de cette région a dit vouloir remettre sur la table après la prise de Mossoul. «Aussitôt Mossoul libérée, nous allons nous réunir avec nos partenaires à Bagdad et discuter de notre indépendance», a affirmé Nechirvban Barzani au quotidien allemand «Bild». «Nous ne sommes pas arabes, nous sommes notre propre nation kurde. (...) A un moment, il y aura un référendum sur l'indépendance du Kurdistan». Soutenues par l'aviation de la coalition internationale, les forces irakiennes fédérales et kurdes ont progressé plus rapidement que prévu, selon des responsables, et se sont déjà emparées de localités et villages aux environs de Mossoul. Dans un entretien accordé à l'AFP, le général américain Joseph Votel, chef du Commandement central de l'armée américaine (Centcom), estimait jeudi que les forces irakiennes avaient «probablement tué environ 800 à 900 combattants de l'EI» jusqu'à présent.



Points chauds

Douleur

Par Fouzia Mahmoudi

S'il a souvent été accusé par ses adversaires d'user de rhétorique et de l'argumentaire du Front National pour tenter d'attirer les électeurs du parti d'extrême droite et pour galvaniser les électeurs de droite qui pensent la politique sécuritaire et immigrationniste de la droite traditionnelle trop molle, Nicolas Sarkozy a néanmoins toujours tenu à se présenter comme un fervent combattant du parti de Marine Le Pen. D'ailleurs, continuant dans ce sens il affirme cette semaine que ce serait pour lui «une douleur extrême» de devoir voter en faveur du président François Hollande s'il était en duel face à Marine Le Pen au second tour de l'élection présidentielle, mais que cela serait une nécessité. Soulignant que «ce cas de figure est hautement improbable», l'ancien président de la République assure qu'un tel vote «ne veut pas dire qu'il veut le changement du ni-ni en front républicain», contre lequel il a été «toute (sa) vie». «Je pense que l'alliance entre le parti socialiste et l'opposition crée un espace formidable pour les extrêmes, c'est pour ça que je suis pour le ni-ni aux départementales, aux régionales, et même aux législatives», réaffirme-t-il. Le fameux ni-ni mis en place par la droite il y a quelques années à l'occasion des élections européennes de 2014 et qui consistait à refuser d'appeler à voter pour la gauche tout en refusant de voter pour le FN en cas de duel entre ces deux formations politiques. «Là, on me parle de l'élection présidentielle: je ne voterai pas M^{me} Le Pen (...) Ensuite, M. Bourdin me demande si cela signifie que je voterai Hollande... Ce serait une douleur extrême !» continue Nicolas Sarkozy après avoir déclaré la veille sur BFMTV et RMC qu'en cas de duel entre François Hollande et la présidente du Front national, il voterait, «pas de gaieté de cœur», pour son successeur à l'Elysée. «Il y a plusieurs solutions: le vote pour Hollande, l'abstention», précise-t-il à «Nice Matin». «Les électeurs feraient ce qu'ils voudraient mais moi, dans tous les cas, je ne voterai pas pour M^{me} Le Pen. Je ne veux pas de M^{me} Le Pen à la présidence de la République française. Cela conduirait à l'explosion de l'Europe, à un isolement de la France dont nous n'avons pas besoin», juge-t-il. Reste à savoir si ceux à l'extrême droite qui seraient tentés par un vote pour Nicolas Sarkozy qui aurait par la suite les moyens de mettre en place sa politique, contrairement à Marine Le Pen que l'on soupçonne d'être incapable ne serait-ce que de former un gouvernement crédible en cas de victoire, faute d'appui suffisant, apprécieront ce discours diabolisant une fois encore le parti d'extrême droite et de fait ses sympathisants et supporters.

F. M.

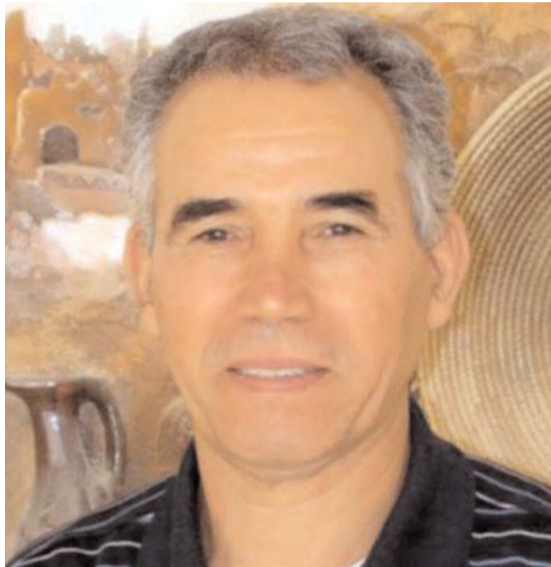
21^e Sila

Lahbib Sayeh et Jean-Christophe Ruffin abordent leur vision de l'art romanesque

■ L'écrivain algérien Lahbib Sayeh et son homologue français Jean Christophe Ruffin ont livré, vendredi au 21^e Sila (Salon international du livre d'Alger), leurs visions de l'écriture romanesque, nourries, respectivement, par les vicissitudes dans un contexte politique violent et par la pratique de la médecine.

Par Adéla S.

Auteur respecté et reconnu par ses pairs, Lahbib Sayeh a témoigné du «traumatisme» subi après la «saisie» de son premier roman «Zaman Namroud» (Le temps de Nimrod) et de son «exil» en 1994 dans le Sahara algérien en pleine violence terroriste, tout en développant son rapport à la langue arabe et à l'histoire de l'Algérie, à la lumière de ces événements. Neurologue, ancien diplomate et actuellement membre de l'Académie Française, Jean-Christophe Ruffin a fait un parallèle entre les «regards» du médecin et celui du romancier. Il a également défendu une forme classique du roman et une écriture vouée à la «transmission du bonheur». Ces deux auteurs, invités dans le cadre du programme «Estrade» du 21^e Sila, ont partagé leur conception de l'art romanesque devant une vingtaine de personnes pour chaque conférence. Celle donnée par Lahbib Sayeh a été, toutefois, rehaussée par la présence des écrivains algériens



Waciny Laredj et Zineb Laâouedj qui lui ont rendu un hommage appuyé et salué un «novateur», particulièrement dans le domaine de la langue romanesque. Ce renouvellement de l'arabe dans le roman, par l'utilisation d'une «langue intermédiaire, proche de la ruralité» pour dénoncer le «tribalisme» a été une des raisons, a expliqué L. Sayeh, de la «saisie de tous les exemplaires» de son



premier roman. «Ce livre («Zaman Namroud») a été le premier roman à affronter le pouvoir du parti unique (...), j'ai été cerné chez moi par des jeunes "remontés" (...) ceux-là mêmes pour qui, en tant qu'homme de gauche, j'avais écrit avec cette langue particulière», a dit Lahbib Sayeh en évoquant, avec émotion, l'incident qui lui a valu une rupture avec l'écriture durant

treize années. Paru en 1985, «Zaman Nemroud» se lit comme un critique sociale et politique de l'Algérie des années 1970. Se déroulant dans la ville de Saïda, il se distingue par son utilisation de la langue populaire algérienne. Outre ce premier roman, Lahbib Sayeh a également parlé de ses expériences linguistiques dans son roman «Tilka El Mahabba» (Cet amour), inspiré

du parlé d'Adrar (sud de l'Algérie) et du soufisme, ainsi que du rapport entre l'histoire de la guerre de Libération et la décennie de violence terroriste, développé dans son dernier livre «Colonel Zbarbar». Ayant à son actif une longue carrière dans l'humanitaire, Jean-Christophe Ruffin a, pour sa part, expliqué son choix d'écrire des romans historiques inspirés de ces séjours en Afrique, notamment en Ethiopie, par l'obligation du respect du Serment d'Hippocrate qui oblige à «respecter le secret des foyers». «J'ai dû rendre les choses plus lointaines pour respecter ce serment», a-t-il dit en évoquant son expérience de romancier, inspiré de ces voyages, notamment dans «L'Abyssin» (1997), son premier roman et succès littéraire. Le programme «Estrade» du 21^e Sila se poursuit jusqu'au 4 novembre avec les romanciers Amin Zaoui, Waciny Laredj, Alberto Ruy-Sanchez (Mexique), Didier Daeninckx (France), le journaliste français Edwy Plenel et le cinéaste franco-grec Costa Gavras. A. S./APS

Littérature

Nécessité de promouvoir le livre religieux algérien

Des académiciens et des chercheurs ont insisté, vendredi à Alger, sur l'importance de «promouvoir» le livre religieux algérien. Intervenant lors d'une conférence sur «le rôle du ministère dans la promotion du patrimoine religieux algérien», organisée en marge de la 21^e édition du Salon international du livre d'Alger, le directeur de la culture islamique au ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, Bouzid Boumediene, a indiqué

que la domination du livre religieux oriental «pose toujours un problème», estimant que l'éditeur oriental, contrairement à l'éditeur algérien, se distingue par la présentation de livres de «qualité» à des «prix raisonnables» et qu'il utilise les médias pour faire la promotion de ses livres. Dans ce contexte, M. Boumediene a proposé plusieurs solutions, notamment l'acquisition par les universités algériennes à hauteur de «20%» de

livres algériens y compris ceux à caractère religieux, ainsi que la «contribution du Fonds de soutien du livre» relevant du ministère de la Culture, dans l'impression du livre religieux algérien. De son côté, Moussa Ismail de l'université Alger I estime que la production nationale du livre religieux est «faible par rapport à la production orientale», appelant à une «meilleure considération» des hommes religieux algériens, et de les «faire connaître auprès

du public», à l'instar de Abderrahmane El Khdor Elbiskri et Cheikh Mohamed Youcef Senouci Etlemlani. Par ailleurs, Mohamed Idir Mechnane de l'université Alger I, et directeur de l'orientation religieuse et de l'enseignement coranique au ministère des Affaires Religieuses et des Wakfs, a appelé à «ne pas craindre» le livre religieux oriental, particulièrement à l'ère de la mondialisation et de l'internet, ajoutant que

la solution réside dans «la promotion du livre religieux local». Pour rappel, le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs avait publié 86 titres dans le cadre de la manifestation «Constantine, capitale de la culture arabe 2015», titres qui entrent dans le référent religieux algérien et traitent, en plus de la religion, d'autres domaines à l'instar de l'histoire, l'urbanisme, les biographies et le soufisme. Le 21^e Sila se poursuivra au Palais des expositions des Pins maritimes à Alger jusqu'à jeudi prochain. Il est ouvert au public tous les jours de 10h00 à 19h. Racim C.

Tunis

Ouverture des 27^{es} Journées cinématographiques de Carthage

Les 27^{es} Journées cinématographiques de Carthage (JCC) se sont ouvertes vendredi soir. C'est le film «Fleur d'Alep» du Tunisien Ridha Behi qui a été projeté à l'ouverture de la manifestation qui durera jusqu'au 5 novembre. Le film relate le calvaire de Salma, une mère qui se rend en Syrie à la

recherche de son fils unique Mourad, 17 ans. «La culture joue un grand rôle dans la lutte contre l'intégrisme et le terrorisme» et «va être la priorité de nos priorités», a affirmé le Chef du gouvernement Youssef Chahed, présent à la cérémonie d'ouverture. La compétition officielle compte 68 films, dont 18 longs-

métrages. Cette année encore, des projections seront programmées dans des prisons. Des acteurs vedettes comme la Tunisienne Dorra Zarrouk et l'Egyptien Gamil Rateb ont défilé vendredi soir sur le tapis rouge du Palais des congrès à Tunis. R. C.

Prix

Bob Dylan qualifie son Nobel de récompense «stupéfiante» et «incroyable»

Bob Dylan, Nobel de la littérature, a annoncé dans une interview publiée vendredi par un quotidien britannique qu'il fera le voyage de Stockholm

pour recevoir cette récompense «stupéfiante, incroyable». «C'est difficile à croire», déclare l'auteur-compositeur-interprète américain de 75 ans au quoti-

dien Daily Telegraph. «Qui rêverait à quelque chose de pareil ?» Interrogé sur le point de savoir s'il participerait au banquet à Stockholm le 10 décembre,

donné par le roi de Suède, Dylan répond : «Absolument. Pour autant que se soit possible». R. C.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Projection films aux Issers

L'ONCIC met en exécution un programme de projection de films algériens à la salle des Issers, dans la wilaya de Boumerdès.

Du 20 octobre au 5 novembre :

Projection du long métrage «Zabana !» de Saïd Ould-Khelifa à raison de trois séances : 14h-17h-20h.

Musée national du Bardo Jusqu'à la fin de l'année : Exposition «L'Algérie dans la préhistoire. Recherches et découvertes récentes».

Coup-franc direct

La précipitation !

Par Mahfoud M.

Il semblerait que le patron de la JS Kabylie, Moh Chérif Hannachi, ne sait plus comment se comporter et multiplie les maladroites. Sa dernière en date n'est autre que l'engagement d'un entraîneur étranger, en l'occurrence le Tunisien El Hidouci, alors que ce dernier est encore sous contrat avec sa dernière formation, la JS Kaïraouane. Ce coach tente maintenant de rassurer le boss kabyle et les supporters du club en leur affirmant qu'il résiliera son contrat lundi au plus tard, ce qui lui permettra ensuite d'entamer sa nouvelle mission avec les Lions du Djurdjura. Est-il normal qu'un technicien soit engagé par un club alors qu'il est encore contractuel avec un autre ? Seul Hannachi peut s'engager dans une telle situation rocambolesque. Et si ce club le bloque et refuse de résilier le contrat en apprenant qu'il a négocié et s'est engagé avec un autre club ? Il est clair que cela ne fera qu'enfoncer encore plus le Doyen des présidents de clubs en Algérie qui ne semble pas être conscient du fait qu'il continue de creuser et que sa réputation ainsi que celle de son club est entamée. Comment parle-t-il de lois, alors qu'il ne cesse de les transgresser et de réaliser des choses qui ne cadrent pas avec la réalité. Hannachi devrait se reprendre à tout prix et éviter de telles situations qui ne peuvent que lui nuire ainsi qu'à son club.

M. M.

Ligue 2 Mobilis (8^e journée) Le PAC toujours en tête, La JSMB l'emporte à Chlef

LE PARADOU AC a conservé le leadership de la Ligue 2 Mobilis de football à la faveur du nul vierge qu'il a ramené vendredi de Boufarik pour le compte de la 8^e journée, au moment où la JSM Béjaïa a frappé un grand coup, en s'emparant seule de la 2^e place du classement, après sa victoire (3-2) chez l'ASO Chlef. Fort de ses quatre points d'avance sur l'autre dauphin, l'USM Blida, le PAC est même assuré de conserver la tête du classement jusqu'à la prochaine journée, même en cas de victoire des Blidéens chez l'US Biskra, hier en clôture de cette 8^e journée, car ce succès, s'il venait à se réaliser, suffirait juste à ramener l'USMB à hauteur de la JSMB, ex aequo à la 2^e place. Menée au score dès la 9^e minute suite à un penalty de Mellika, le club de Yemma Gouraya a trouvé les ressources morales et physiques nécessaires pour renverser la vapeur et l'emporter finalement (3-2), grâce à Ouanas (18' et 54' sp), ainsi que Drifel, ayant profité d'une erreur monumentale de la défense chélifienne pour ajouter le 3^e but à la 61^e minute, alors que Mamar-Youcef avait inscrit le 2^e but de l'ASO à la 59^e minute. L'exploit de la JSMB contraste avec le désarroi de l'ASO, également candidat à l'accession en Ligue 1 Mobilis et qui laisse filer trois précieux points à domicile et qui vaudront probablement cher dans le décompte final. A l'instar de la JSMB, le CRB Aïn Fekroun a réalisé une belle opération au cours de cette 8^e journée, en allant s'imposer (1-0) chez l'Amel Boussaâda, pourtant réputé pour être difficile à manier sur son terrain. Un succès assuré par Youcef-Khodja (60') et qui permet au CRB Aïn Fekroun de se hisser à la 10^e place, avec huit points, au moment où l'ABS reste 11^e, avec neuf unités. Autre fait saillant de cette 8^e journée, la grosse frayeur qu'a ressentie l'ASM Oran en voyant le MC El Eulma revenir à (3-2), alors qu'il menait confortablement (3-0). Le club de M'dina J'dida a en effet

ouvert la marque par Oussaâd (30'), avant d'ajouter deux autres réalisations par Balegh (36') et Belalem (48'), mais son relâchement en fin de match a permis à la troupe de Samir Boudjaârane de revenir à (3-2), grâce notamment à Bouharbit, auteur d'un doublé (65' et 68'). Un deuxième succès pour l'ASMO en cet exercice 2016-2017, grâce auquel il se hisse à la 9^e place du classement, ex-aequo avec le CRB Aïn Fekroun, avec 10 points chacun, au moment où le MCEE reste 14^e, avec 5 unités. De son côté, le CA Bordj Bou Arréridj a battu le MC Saïda (2-1) grâce à Yalaoui, auteur d'un doublé aux (32' et 55' sp), alors que Zouari a réduit le score pour les visiteurs, sur penalty à la 73'. Un succès qui place les Criquets de Bira Abdelkrim à la 4^e place, avec 13 points, au moment où le MC Saïda reste 12^e, avec seulement sept unités. Les deux derniers matchs inscrits au programme de cette 8^e journée, US Biskra - USM Blida et GC Mascara - RC Arbaâ, se joueront samedi.

Résultats et classement :

ASMO- MCEE	3-2
ABS- CRBAF	0-1
ASK- JSMS	1-0
CABBA-MCS	2-1
WAB-PAC	0-0
ASO- JSMB	2-3

	Pts	J
1). Paradou AC	18	8
2). JSM Béjaïa	17	8
3). USM Blida	14	7
4). CAB Bou Arréridj	13	8
5). ASO Chlef	12	8
—). AS Khroub	12	8
7). JSM Skikda	11	8
—). WA Boufarik	11	8
9). CRB Aïn Fekroun	10	8
—). ASM Oran	10	8
11). ABoussaâda	9	8
12). MC Saïda	7	8
13). US Biskra	5	7
—). MC El Eulma	5	8
15). RC Arbaâ	2	7
—). GC Mascara	2	7

Equipe nationale Le stage des Verts débutera le 7 novembre

■ La sélection nationale reprendra la préparation en vue des éliminatoires du Mondial 2017 de Russie et le match face au Nigeria, avec un stage qui se tiendra le 7 novembre prochain au Centre des équipes nationales de Sidi Moussa.

Par Mahfoud M.

Ce stage est très important d'autant plus qu'il sera le premier sous les ordres du nouveau sélectionneur national, le Belge Jorge Leekens, qui a pris officiellement les destinées de l'EN. Il n'aura pas la tâche facile avec son deuxième passage chez les Verts puisqu'il s'agira de rendre confiance aux Algériens après la contre-performance de la première journée face aux Lions Indomptables du Cameroun. Le temps sera assez court pour l'ancien-nouveau sélectionneur, mais il garde quand même confiance et estime qu'il est possible de relever le défi. Leekens s'est, d'ailleurs, dit motivé avec son retour en sélection. «Je suis fier d'être une deuxième fois à la tête de la sélection algérienne. Nous avons une belle équipe, nous allons tout faire pour nous qualifier à la Coupe du Monde 2018 en Russie, et réussir un joli parcours à la Coupe d'Afrique 2017 au Gabon», a déclaré le sélectionneur national dans une vidéo postée via le site de la FAF et où il s'adressait aux supporters

Leekens débutera bientôt sa mission



des Verts. «Nous avons des objectifs à atteindre, il faudra se donner à fond. Les joueurs et le staff technique sont motivés pour réussir cette mission», a-t-il ajouté. Cela montre donc qu'il est déterminé à réaliser un parcours honorable avec l'EN, contrairement à son premier passage qui s'était terminé en queue de poisson d'autant plus qu'il avait quit-

té la sélection précipitamment et dans la confusion, lui qui avait fait des déclarations qui ne l'honoraient pas après son départ. Enfin, il faut savoir que Leekens devrait tenir une conférence de presse ce mardi pour discuter de son retour en sélection et des objectifs qui lui ont été assignés par la FAF.

M. M.

Ligue 1 Mobilis (9^e journée) L'OM bat le CSC, le RCR se relance

L'Olympique de Médéa a réussi l'incroyable exploit de l'emporter (3-2) face au CS Constantine, vendredi pour le compte de la 9^e journée de Ligue 1 Mobilis, alors qu'il était mené (2-0) sur son propre terrain, au moment où le RC Relizane a battu le CR Belouizdad (1-0). L'OM a en effet commencé par concéder deux penalties aux (20' et 27') qui furent transformés respectivement par Aoudia et Zerara, avant de se ressaisir et de renverser la vapeur (3-2), grâce à Banouh (45'+2), puis Hamia, auteur d'un doublé aux (52' et 80'). Un précieux succès pour la troupe à Sid Ahmed Slimani, qui se hisse dans le milieu du tableau, avec 10 points, au moment où les Sanafir restent 5^e, avec douze unités. Sur sa lancée, le RC Relizane a remporté une nouvelle victoire et cette fois la victime a pour nom le Chabab

Belouizdad qui s'est incliné (1-0), sur un super coup de tête de Tebbi (40'). Un soulagement pour le RCR, qui a démarré la saison avec une défalcation de six points et qui en compte désormais 5, alors que le CRB poursuit sa descente aux enfers, avec cette 4^e défaite de rang, qui le relègue à la 13^e position, avec seulement sept points. Jeudi, en ouverture de cette 9^e journée, le leader, l'USM Alger, s'est incliné (2-1) chez le CA Batna, avec notamment un but contre son camp du capitaine Rabie Meftah, qui de surcroît a raté un penalty qui aurait pu offrir au moins le point du match nul à son équipe. Le vétéran Lazhar Hadj-Aïssa avait doublé la mise pour le club des Aurès à l'heure de jeu et c'est Benyahia qui a sauvé l'honneur pour les Algérois, qui malgré cette défaite conservent provisoirement la tête du classe-

ment, avec 19 points. Avec cet échec, les vice-champions d'Afrique 2015 ne comptent plus que deux points d'avance sur leur dauphin, le MC Oran, qui se déplace samedi chez la JS Kabylie et avec la possibilité de s'emparer seul du leadership, en cas de victoire sur les Canaris. Le «frère ennemi» des Rouge et Noir, le MC Alger, a également joué jeudi et s'est neutralisé à domicile avec la JS Saoura sur le score de zéro partout Les autres rencontres de cette 9^e journée se sont jouées hier samedi, au moment où le choc USM Harrach - MO Béjaïa a été renvoyé à une date ultérieure en raison de la participation des «Crabes» à la Coupe de la Confédération africaine. Le MOB dispute en effet la finale aller de cette épreuve au stade Mustapha-Tchaker de Blida, face au TP Mazembé (RDC).

Championnat d'Afrique de Powerlifting (hommes et dames) L'EN garde son titre pour la 5^e fois

L'Algérie a conservé son titre de champion d'Afrique de powerlifting pour la 5^e fois de rang à l'occasion des championnats (hommes et dames, juniors/seniors) qui se sont déroulés du 17 au 22 octobre à Potchefstroom (Afrique du Sud), a-t-on appris vendredi auprès de la Fédération algérienne de Body-building, Fitness et

Powerlifting (FABFP). «On a confirmé, une fois de plus, que le powerlifting algérien se porte vraiment bien, en remportant 18 médailles dont 14 en or à l'occasion du rendez-vous africain, avec à la clé quatre nouveaux records du monde. On est superbement heureux», a déclaré le président de la FABFP, Moussa Messaour. Les Championnats

d'Afrique de powerlifting qui concernaient les trois mouvements (développé couché, soulevé de terre et squat), ont enregistré la participation des athlètes des neuf pays membres de la CAP : Afrique du Sud, Algérie, Libye, Maroc, Egypte, Côte d'Ivoire, Cameroun, Ghana et Sierra Leone, en plus de l'Iran (comme invité).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Opep/Non-Opep

Discussions à Vienne sur une réduction de la production

LES RESPONSABLES de l'Opep discutent à Vienne avec la Russie et d'autres pays non-Opep afin d'envisager un plan de réduction de l'offre de pétrole en vue de diminuer la surproduction et d'augmenter les prix. «La procédure de rétablissement a pris trop de temps et nous ne pouvons prendre le risque de retarder l'ajustement plus longtemps», a affirmé Mohamed Barkindo, secrétaire général de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, prenant la parole à l'ouverture des débats de cette rencontre technique annoncée. «Aussi, nous pourrions attendre un maximum d'engagement de tous les membres et non membres de l'Opep dans ce but et nous en attendons pas moins dans la mesure où c'est notre engagement, non seulement pour nos pays membres mais pour la communauté dans son ensemble», a-t-il dit. La délégation russe s'est refusée à tout commentaire avant la réunion. Mais l'Opep et la Russie – principal producteur de pétrole avec l'Arabie saoudite – ont tenu plusieurs réunions récemment afin de resserrer leur coopération pour diminuer la volatilité des prix. «Il y a un besoin pressant et urgent d'accélérer le rééquilibrage», a dit le ministre russe de l'Energie, Alexander Novak, lors d'une récente visite à Vienne. D'autres pays non membres de l'Opep participent à cette réunion technique venant notamment d'Oman, de Bolivie et d'Azerbaïdjan. «Nous allons discuter des positions connues des pays, d'abord pour tous les pays de l'Opep», a dit à la presse le ministre azerbaïdjanais de l'Energie, Natig Aliyev, à Vienne. Certaines mesures doivent être «prises pour stabiliser le marché», a-t-il ajouté. Vendredi, les pays membres de l'Opep, menés par l'Arabie saoudite, se sont réunis afin d'envisager les détails du plan d'Alger destiné à être adopté lors du sommet de fin novembre. L'Opep a décidé, en septembre dernier à Alger, de réduire la production afin de la maintenir entre 32,5 et 33 millions de barils/jour. Cette annonce, première du genre depuis 2008, a fait monter les prix. Depuis deux ans la production a dépassé la demande, entraînant une chute des prix pour descendre à moins de 30 dollars en février dernier alors qu'ils allaient parfois jusqu'à plus de 100 dollars le baril en juin 2014. Les prix se maintiennent actuellement aux environs de 50 dollars le baril, encore bas pour assurer les revenus des pays qui en dépendent.

Souad K./Agences

Egypte

Au moins deux soldats tués dans une explosion dans le Sinaï-Nord

AU MOINS deux soldats ont été tués et quatre autres blessés hier dans une explosion dans la province égyptienne du Sinaï-Nord, a indiqué une source de sécurité. «Un véhicule militaire blindé a été frappé par une explosion dans la ville de Cheikh Zuweid», a ajouté cette source, citée par les agences. «Cette attaque s'est produite alors que les forces de sécurité fouillaient les villes de Cheikh Zuweid et Rafah, bastions soupçonnés d'héberger des combattants islamistes», a-t-elle précisé. Le bilan des victimes pourrait encore

s'alourdir, certains blessés étant dans un état critique. L'armée égyptienne est la cible d'une vague croissante d'attaques terroristes depuis la destitution de l'ancien président Mohamed Morsi en juillet 2013. Des centaines d'agents des forces de sécurité ont été tués dans des attaques antigouvernementales ces trois dernières années. Un groupe militant basé dans le Sinaï qui a prêté allégeance au groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique» (EI/Daech) a revendiqué la plupart des ces attaques.

R. I.

Commémoration

Cérémonie à l'UFC en hommage à des moudjahidine

PLUSIEURS moudjahidine de la glorieuse guerre de Libération, dont l'ancien Chef du gouvernement, Belaïd Abdesslem ont été honorés, hier à Alger, pour leurs sacrifices pour la libération du pays et leur contribution à son édification après le recouvrement de la souveraineté nationale. L'Université de la formation continue (UFC) a organisé une cérémonie dans le cadre de la célébration du 62^e

anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1^{er} novembre 1954. Dans son allocution à cette occasion, Belaïd Abdesslem a appelé les générations montantes à suivre l'exemple de la génération de la guerre de Libération, insistant sur l'impératif de préserver la mémoire de la Nation, d'œuvrer au développement du pays et de veiller à sa sécurité et à sa stabilité.

Lamia B.

Protestation au sud de l'algerie feus et pneus brûlés a cause des factures



D'importantes quantités de drogue saisies quotidiennement

Les bilans se suivent et se ressemblent

■ Le phénomène de la drogue prend des proportions alarmantes dans notre pays, il est devenu un fléau des temps modernes, synonyme d'arme de destruction massive.

Par Meriem Benchaouia

Le trafic de stupéfiants a pris une dimension inquiétante ces dernières années, vu l'importance des quantités de drogue saisies par les forces de sécurité. Il ne se passe pratiquement pas un jour sans que des saisies et affaires liées à la drogue soient enregistrées. Une lutte qui pourtant peut beaucoup mieux faire, du fait que la drogue circule et se commercialise sans difficultés. Cela va du gros fournisseur au petit dealer de quartier en passant par les consommateurs et les intermédiaires. Selon les spécialistes, l'Algérie se transforme peu à peu en une terre de culture de résine de cannabis et d'opium, un marché en pleine expansion qui s'explique par la forte demande de ces dernières années. Le fameux débat autour de la drogue et la toxicomanie ne cesse d'interpeller les consciences et la

consommation des drogues a atteint des proportions alarmantes. Pour preuve, une quantité de plus de dix quintaux de kif traité a été saisie vendredi par les gardes-frontières à Tindouf et Tlemcen, a indiqué hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des gardes-frontières ont saisi, le 28 octobre à Tindouf (3^e RM), une importante quantité de kif traité s'élevant à dix quintaux et 75 kilogrammes». A Tlemcen, des éléments de la Gendarmerie nationale «ont arrêté deux narcotrafiants et saisi 125,75 kilogrammes de kif traité». Les éléments de la Section de la sécurité et d'intervention (SSI) de la Gendarmerie nationale à Relizane ont opéré, dans la nuit de jeudi à vendredi, la saisie de 74 kilogrammes de kif traité sur l'autoroute Est-Ouest, a-t-on appris hier auprès de ce corps de sécurité. Un communiqué du groupement territorial de la

Gendarmerie nationale de la wilaya a indiqué que l'opération a été effectuée suite à des renseignements faisant état d'un véhicule touristique à bord duquel se trouvait un individu en possession d'une quantité considérable de drogue, qui a été arrêté. Après une intensification des points de contrôle au niveau de divers axes routiers de la wilaya et l'installation de plusieurs autres fixes et mobiles, les éléments de la SSI ont réussi à intercepter le véhicule à environ un kilomètre de la station-service de Hmadna sur l'autoroute Est-Ouest, se dirigeant vers Alger. Après une fouille du véhicule, la quantité de kif traité saisie a été découverte dissimulée dans le coffre arrière, a ajouté la même source qui fait état de l'arrestation du conducteur du véhicule et de l'ouverture d'une enquête pour faire toute la lumière sur cette affaire.

M. B.

Accidents de la circulation

14 morts et 7 blessés durant les dernières 48 heures

QUATORZE personnes ont été tuées et sept autres blessées dans treize accidents de la circulation survenus au cours des dernières 48 heures au niveau national, selon un bilan rendu public hier par les services de la Protection civile.

La wilaya de Boumerdès comptabilise le bilan le plus lourd avec 2 morts et 2 blessés, suite au renversement d'un véhicule léger survenu sur la RN 5, dans la commune de Thénia. Les secours de la Protection civile sont, en outre, intervenus pour

l'extinction de 9 incendies de forêt, de maquis et de récoltes dans plusieurs wilayas du pays ayant engendré notamment la perte de 327 hectares de pin d'Alep et de 6 885 arbres fruitiers.

Les mêmes services sont également intervenus pour l'extinction d'incendies urbains, industriels et divers à travers les wilayas d'Ain Defla, Blida, Annaba et Relizane, ayant causé des brûlures à 2 personnes dans la wilaya d'Ain Defla.

R. N.